

L'illusion méritocratique, ou l'impensé d'une sociologie sociale-conservatrice

Par Ugo Palheta*

* Ugo Palheta est sociologue, maître de conférences à l'université Lille 3. Il est notamment l'auteur de *La Domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public* (2012) et l'un des animateurs de la revue *ContreTemps*.

À propos de Camille Peugny, *Le Destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, Paris, Seuil, coll. La République des idées, 128 p., 11, 80 €.

Voici un livre ambitieux, qui non seulement constate avec force le maintien de l'inégalité des chances sociales d'accès aux avoirs et aux pouvoirs, mais prétend dans sa conclusion proposer une véritable « *révolution* » (p. 110) permettant de « *faire en sorte que le destin des individus ne soit pas figé dès le plus jeune âge* ». Fondé sur l'exploitation de matériaux statistiques et sur une synthèse utile de constats établis par la sociologie des inégalités scolaires et de la mobilité sociale, le livre de Camille Peugny vise en premier lieu à étayer de manière rigoureuse l'affirmation – devenue commune depuis au moins une dizaine d'années chez les élites politico-médiatiques – selon laquelle l'« ascenseur social » serait tombé en « panne » (ce qui présuppose, soit dit en passant, qu'il fonctionnait autrefois). Mais l'auteur se propose également d'expliquer cette persistance d'une forte immobilité sociale, en s'appuyant pour l'essentiel sur l'analyse des transformations conjointes du système d'enseignement et de la stratification sociale.

Son propos se trouve néanmoins considérablement affaibli, sociologiquement mais surtout politiquement, par une ambiguïté fondamentale à l'égard de l'idéal méritocratique, dont l'auteur demeure pour l'essentiel prisonnier. Si cet idéal est critiqué en introduction (p. 14-15), ce n'est pas en lui-même, en tant qu'expression idéologique d'un monde capitaliste faisant de la réussite individuelle la mesure de toute chose, mais parce que les promesses d'égalité des chances qui lui sont associées sont à l'évidence contredites par la réalité de la société française contemporaine. Ainsi l'auteur ne lui oppose-t-il pas un idéal concurrent, fondé sur le commun et l'égalité, supposant la remise en question de la division capitaliste du travail, de l'École concurrentielle et de la monopolisation du pouvoir dans l'ensemble de la société. Au contraire, il se contente de proposer quelques réformes qui, selon lui, permettraient d'accroître la mobilité sociale en réduisant l'inégalité des chances et d'ouvrir de « vraies secondes chances » aux vaincus de la compétition scolaire (p. 111).

Un diagnostic et quelques propositions

Le Destin au berceau se compose de quatre chapitres, les trois premiers composant un diagnostic de la société française, centré sur l'évolution de la mobilité sociale intergénérationnelle, et le dernier avançant un ensemble de propositions qui visent à répondre aux problèmes soulevés dans les chapitres précédents.

Dans le premier chapitre, C. Peugny revient sur la période dite des « Trente glorieuses », période où la mobilité sociale s'est accrue sous l'effet des transformations du système productif. L'accroissement de la proportion de salariés exerçant des fonctions d'encadrement, intermédiaire ou supérieur, mais aussi d'ingénieurs et de techniciens, a en

effet rendu nécessaire une première vague de massification scolaire, et permis à des enfants issus des classes moyennes voire populaires de s'extraire de leur milieu d'origine.

L'auteur propose par ailleurs une critique des théories de la « moyennisation » et de la fin des classes (p. 21-24), défendues notamment par un sociologue comme Henri Mendras des années 1960 aux années 1980. Non seulement ces théories minimisent la persistance des catégories populaires (ouvriers et employés), encore majoritaires dans la population active aujourd’hui, mais elles oublient de mentionner la faible amplitude des mouvements de mobilité sociale ascendante, guère susceptibles de remettre en question les rapports de classe.

Surtout, les transformations qui commencent à s’opérer avec l’entrée dans la crise au milieu des années 1970 vont considérablement changer la donne en accroissant les processus (et les peurs) de déclassement du côté des classes populaires (p. 27-31), tandis qu’une partie des classes moyennes salariées parvient – à travers ses enfants – à profiter de la seconde vague de massification scolaire et d’une mondialisation capitaliste qui accroît la concurrence au sein du salariat (p. 32-35). C’est à cette nouvelle donne que C. Peugny consacre le deuxième chapitre, intitulé « *Vingt-cinq ans de reproduction sociale* ».

Il y rappelle des constats bien connus concernant la remontée des inégalités à partir des années 1980 et l’augmentation des inégalités intergénérationnelles (p. 40-44), les cohortes entrées dans la vie active dans une conjoncture difficile pâtissant toute leur vie de cette dégradation des conditions d’accès à l’emploi¹. Mais ce sont les inégalités au sein des générations récentes qui intéressent avec raison C. Peugny (p. 44-46), dans la mesure où les membres de toutes les cohortes nées à partir de 1960 ont connu une situation de chômage de masse (bien que certaines aient bénéficié d’embellies de courte durée).

Chose curieuse étant donné que le livre se donne pour objet central l’immobilité sociale, l’auteur établit cependant que cette immobilité ne s’est pas accrue pendant la dernière période. Si l’on choisit l’indicateur simple de la catégorie socio-professionnelle du père, il apparaît que la proportion d’individus classés dans la même CSP est passée de 36 % en 1983 à 34 % en 2009 (p. 49-50). Même s’il est évident que les mouvements dans la structure sociale sont généralement de faible ampleur, on constate que les trajets de grande ampleur ont augmenté parallèlement (de 13 % à 18 % dans la même période). De même, « *la part des enfants d’ouvriers devenant employés ou ouvriers diminue d’environ 10 points sur la période, passant de 83 % en 1983 à 73 % en 2009* » (p. 53).

Si elle diminue légèrement, l’immobilité sociale reste donc forte dans les classes populaires. Mais c’est surtout du côté des classes favorisées que l’évolution est intéressante, puisqu’on y constate un accroissement de l’immobilité sociale, particulièrement du côté des filles dont le père appartient à la catégorie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » : elles n’étaient que 22 % à reproduire le statut socioprofessionnel de leur père en 1983, contre 36 % en 2009. Comme l’affirme l’auteur, « *si la reproduction sociale s’intensifie dans le haut de la structure sociale, c’est parce que les filles rattrapent leur retard sur leurs frères* » (p. 54).

C. Peugny s’intéresse ensuite à la question des inégalités sociales d'accès aux diplômes, constatant cette fois une hausse du privilège associé au « capital culturel » des parents : « *être issu d'une famille où les ressources culturelles sont faibles devient de plus en plus pénalisant* » (p. 59). Comme le rappelle justement l'auteur, cette croissance des inégalités socioculturelles est d'autant plus remarquable que s'est accrue dans le même temps l'importance accordée aux titres scolaires pour parvenir à occuper des positions

¹ Voir Louis Chauvel, *Le Destin des générations*, Paris, PUF, 1998.

professionnelles stables et rémunératrices, ce qui pourrait signaler une intensification de l'activisme scolaire des parents appartenant aux classes intermédiaires et favorisées².

C'est justement la question scolaire qui fait l'objet du troisième chapitre de l'ouvrage (« *Les angles morts de la démocratisation scolaire* »)³. L'analyse de la massification scolaire et de ses contradictions est bien menée (p. 64-71), et C. Peugny a raison d'incriminer la « *filiarisation à tous les étages* » – l'institution de filières d'enseignement hiérarchisées – pour expliquer que la « *relative ouverture de l'enseignement supérieur aux enfants des classes populaires* » ne se soit pas traduite par une véritable démocratisation scolaire.

À cela s'ajoutent, comme le montre l'auteur, d'amples inégalités de rentabilisation des diplômes associées à l'origine sociale. Parmi les diplômés du supérieur long, les enfants d'ouvriers n'ont ainsi qu'une chance sur deux d'occuper un poste de cadre supérieur cinq ou huit ans après la fin de leurs études, contre plus de deux chances sur trois pour les enfants de cadres. Il est néanmoins regrettable que C. Peugny ne note à aucun moment l'ampleur des inégalités associées aux rapports sociaux de genre et de race, qui s'articulent aux inégalités de classe⁴.

Le dernier chapitre, intitulé « *L'égalité tout au long de la vie* », est consacré par l'auteur à la formulation de propositions politiques. Celles-ci peuvent être résumées pour l'essentiel en quatre points :

- allouer davantage de moyens au primaire pour « *combattre les inégalités à la racine* » (p. 85-87) ;
- « *rompre avec l'élitisme de l'école française* » en repoussant le moment des évaluations et des classements (p. 87-88) ;
- instaurer un « *dispositif universel d'accès à la formation* » qui consisterait en un système de « *bons mensuels à tirer* » que les individus auraient le droit d'employer quand bon leur semble (p. 95-97) ;
- favoriser l'autonomisation des jeunes en ouvrant les droits sociaux – notamment l'accès au RSA – dès l'âge de la majorité (p. 97-100).

Réclamer des moyens supplémentaires pour l'école primaire, c'est la moindre des choses, surtout après des années d'« austérité » imposée à l'ensemble du système d'enseignement. Mais les trois propositions suivantes ont le défaut d'entériner un système éducatif dont la fonction essentielle est d'évaluer et de classer (puisque les évaluations et

² Voir Agnès van Zanten, *Choisir son école*, Paris, PUF, 2009.

³ Il est dommage que Camille Peugny l'introduise par un contre-sens (très commun) sur l'école de Jules Ferry, qui n'était nullement conçue comme un vecteur méritocratique de mobilité sociale pour les classes paysanne et ouvrière, mais comme un facteur d'ordre et un ferment de patriotisme, dans le double contexte de la grande peur suscitée au sein des classes dominantes par la Commune de Paris et de la défaite de 1870 face à la Prusse, attribuée par les élites françaises à la meilleure formation scolaire dispensée outre-Rhin. La Troisième République ne remit ainsi pas en cause le dualisme scolaire et social entre un enseignement primaire gratuit, laïque et obligatoire, s'adressant aux enfants du peuple, et un enseignement secondaire payant, réservé aux enfants des classes dominantes, dualisme à peine estompé par le développement d'un enseignement intermédiaire qui ne concernait qu'une petite minorité et demeurait dans le giron de l'enseignement primaire (écoles primaires supérieures, cours complémentaires, écoles professionnelles, etc.).

⁴ Pour ne prendre que cet exemple, si 53 % des fils de cadres diplômés du supérieur sont eux-mêmes cadres dix ans après leur sortie du système de formation en 1998, ce n'est le cas que de 34,7 % des filles de même origine sociale et de même niveau scolaire (contre respectivement 25 % et 14 % des fils et filles d'origine populaire diplômés du supérieur). Ces chiffres sont issus de l'exploitation secondaire de l'enquête « Génération 1998 à dix ans » (réalisée par le Céreq).

classements ne seraient que *repoussés*), mais surtout un marché du travail concurrentiel excluant immanquablement les moins dotés en capitaux (économique, culturel et social), condamnés aux emplois précaires, au chômage et/ou au RSA.

Reproduction des rapports sociaux ou immobilité sociale des individus ?

Malgré la juste réaffirmation, après bien d'autres, du fait que la société française contemporaine est une société de classes, C. Peugny ne parvient donc pas à s'élever à la hauteur des enjeux soulevés par son objet. Il retraduit en effet la problématique de la reproduction des rapports sociaux dans le langage de l'individualisme néolibéral, celui d'une sociologie de la mobilité sociale beaucoup plus proche de *L'Inégalité des chances* de Raymond Boudon que de *La Reproduction* de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (pourtant cités p. 13), si bien qu'il ne fait qu'effleurer le problème de la reproduction sociale.

Personne sans doute n'a formulé avec autant de clarté que Jean-Claude Passeron la nécessaire distinction entre reproduction des rapports sociaux et immobilité sociale des individus d'une génération à l'autre : « *On peut [...] supposer réalisé le modèle de la redistribution au hasard, à chaque génération, de toutes les chances sociales (de revenu, pouvoir ou prestige) entre tous les individus d'une société, sans que cette société, devenue par hypothèse une table de mobilité sociale parfaite [...], ait cessé pour autant d'être le lieu d'une reproduction efficace de la structure des inégalités collectives. [...] Le fait que le fils de ministre ait autant de chances de devenir balayeur que le fils de balayeur de devenir ministre [...] pourrait ne rien changer de fondamental aux rapports sociaux entre le ministre et le balayeur*⁵ ».

C. Peugny entrevoit d'ailleurs cette « limite » de son analyse – qui constitue bien davantage qu'une limite, puisqu'elle manifeste qu'il demeure prisonnier de l'idéologie méritocratique –, mais il ne fait que l'évoquer succinctement dans les toutes dernières lignes de sa conclusion, à la manière d'un remords tardif : « *Qu'aura-t-on obtenu lorsque l'accès aux meilleures places ne dépendra plus de la naissance ? La société en aura-t-elle fini avec les inégalités lorsque les cadres se recruteront proportionnellement aussi souvent chez les enfants d'ouvriers que chez les enfants de cadres ? Non, évidemment* » (p. 111).

Notons néanmoins que, plus tôt dans l'ouvrage (p. 61-62), C. Peugny effleure cette question, en rappelant que, « *même si les enfants des classes populaires voyaient s'entrouvrir les portes du salariat d'encadrement de manière significative [...], la société ne pourrait s'estimer quitte de sa tâche d'égalisation* », ajoutant que « *ce qui fait problème, c'est l'extraordinaire dualisation des emplois qui plonge des millions de salariés d'exécution [...] dans une précarisation croissante de leurs conditions de vie* ». Mais si c'est cela qui « *fait problème* », pourquoi ne pas en avoir fait l'objet central de son livre, plutôt que de choisir l'angle de la mobilité sociale, dont on a d'ailleurs vu plus haut qu'il n'était pas entièrement concluant, puisque l'immobilité a plutôt eu tendance à régresser légèrement du début des années 1980 à la fin des années 2000 ?

En effet, comment une société où se maintiennent de fortes inégalités collectives pourrait-elle assurer une parfaite mobilité sociale si les classes dominantes – qui accaparent une part exorbitante des richesses, occupent les positions de pouvoir au sein de l'État et de la société civile, définissent les normes culturelles (cruciales dans l'univers scolaire) et disposent d'une meilleure connaissance des rouages du système éducatif et du monde du travail –

⁵ Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 188-197.

entreprennent tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre à leurs enfants d'accéder eux-mêmes aux positions dominantes et perpétuer ainsi les priviléges sociaux ?

La chose paraît très improbable dans la mesure où l'inégalité collective s'accompagne toujours de mécanismes d'« *accaparement des opportunités* » (selon l'expression de Charles Tilly⁶), comme le montrent de façon convaincante les analyses de Weber comme de Marx. Si les inégalités massives de dotations entre universités et classes préparatoires, filières ouvertes et dispositifs sélectifs, font l'objet d'un tel consensus dans les partis qui exercent le pouvoir d'État, si les gouvernements successifs – de droite comme de gauche – ont tout fait ces trente dernières années pour vider l'impôt de son potentiel égalisateur, pour ne prendre que ces deux exemples, ce n'est pas là le produit arbitraire d'une volonté maligne ou d'un malheureux hasard. Il s'agit de manifestations parmi d'autres de la domination d'une classe qui, tant que les fondements de son pouvoir ne sont pas détruits par une autre classe, parvient de mille manières à assurer non seulement la reproduction de la structure des inégalités collectives mais le maintien d'une inégalité des chances sociales permettant à sa progéniture d'obtenir les positions sociales les plus envierées.

Pour avoir une chance d'accroître la mobilité sociale, le plus raisonnable paraît donc être de chercher à diminuer l'ampleur des inégalités de classe. Il est ainsi révélateur que les sociétés scandinaves, qui ont le plus fait – parmi les sociétés capitalistes – pour la réduction des inégalités sociales (de classe et de genre, d'ailleurs), soient aussi celles où la mobilité sociale est la plus forte et où les inégalités scolaires sont les plus faibles. Mais il faut aller plus loin : tant que ne seront pas brisés les instruments de domination dont disposent les classes qui concentrent richesses, pouvoir et prestige, par la transformation radicale des structures économiques et politiques, aussi bien les inégalités que l'inégale distribution des individus dans les classes sociales ont toutes les chances de se maintenir malgré les mesures apparemment les mieux conçues pour s'opposer à leur perpétuation.

Si l'auteur ne parvient pas à cette conclusion, c'est qu'il reste enfermé dans une approche « stratificationniste » des classes sociales⁷, de loin la plus commune au sein de la sociologie *mainstream*, approche dans laquelle les *rapports de classe* sont absents, laissant place à une représentation de l'ordre social en termes d'« échelle sociale » (le long de laquelle on monte et on descend), et à une vision des politiques publiques sans référence aux luttes de classes visant à maintenir ou au contraire à transformer les rapports sociaux. À l'analyse des rapports d'exploitation et de domination se trouve ainsi substituée la description statistique de l'absence de « mobilité sociale », qui n'en est qu'une des manifestations, évidemment la mieux connue dans une société qui valorise tant la réussite individuelle.

Raffermir la « cohésion sociale » ou mettre à nu la domination ?

C'est que, si l'immobilité sociale est prise pour cible par C. Peugny, ce n'est pas pour mettre à nu (et à bas) l'une des principales justifications idéologiques de la domination sociale, mais parce que cette situation « *menace la cohésion sociale [...] et sape la confiance dans les institutions* » (p. 109). On ne saurait mieux dire l'horizon politique que se donne l'auteur à travers ce livre d'intervention : proposer des mesures permettant d'accroître la mobilité sociale, pour renforcer la confiance dans les institutions (supposées donc n'être pas justiciables d'une critique politique) et raffermir les fondements de l'ordre social. Ce n'est pas simplement la dimension conflictuelle du rapport entre classes qui est ainsi évacuée, ce sont

⁶ Charles Tilly, *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press, 1998.

⁷ Pour une exposition de trois approches distinctes des classes (stratificationniste, wébérienne et marxiste), voir : E. O. Wright, « *Understanding Class* », *New Left Review*, 2009, n° 60.

aussi ce qu'ont mis en lumière les analyses fondatrices de Durkheim, à savoir le fait que les formes prises par la division sociale du travail, à tel moment et dans telle société, ont des conséquences déterminantes sur la cohésion sociale.

Il peut certes être utile, à des fins tactiques et dans un premier temps, de prendre au mot les promesses méritocratiques de mobilité sociale, en montrant qu'elles sont loin d'être réalisées dans la société présente. Mais s'arrêter en si bon chemin amène nécessairement à assigner à la critique sociale un périmètre circonscrit par l'idéologie dominante. C'est en effet la force d'une telle idéologie – et des institutions, notamment l'École, qui lui donnent une existence matérielle et en font une véritable technologie de pouvoir – que d'amener un grand nombre d'intellectuels, y compris parmi ceux qui prétendent lui opposer un démenti, à formuler sur un terrain aménagé (et miné) par elle les griefs et critiques que l'observation honnête de la réalité leur suggère.

On trouvera un exemple de cette tendance dans la critique des dispositifs dits d'« *ouverture sociale* » (p. 88-90), mis en œuvre dans plusieurs grandes écoles (notamment Sciences Po Paris, qui avait initié le mouvement avec ses « conventions ZEP »). C. Peugny en pointe l'inefficacité, du point de vue de la mobilité sociale des individus issus des classes populaires, sans mettre en évidence la fonction essentiellement idéologique de ces dispositifs, visant à réaffirmer et à renouveler une idéologie méritocratique qui, démentie par tant d'études sociologiques, peine à faire accepter – en le justifiant par l'inégal mérite des individus – l'ordre des choses.

Pas davantage que les partis se succédant au pouvoir, l'auteur ne met en cause l'existence même des « Grandes écoles » et des classes préparatoires, sans parler de la différenciation hiérarchique de l'enseignement supérieur. Ces écoles ne constituent pas un simple « *cache-misère* » comme il l'affirme (p. 88-90) : elles sont l'instrument que les classes dominantes se sont donné historiquement en France, et sous d'autres formes dans d'autres pays (Oxbridge en Angleterre, l'Ivy League aux États-Unis, etc.), non simplement pour transmettre les savoirs et compétences nécessaires à l'exercice des fonctions de commandement, d'organisation et de conception, mais pour assurer et la consécration et l'homogénéisation culturelle de l'« élite au pouvoir » (politique, économique, intellectuelle, militaire, etc.).⁸

La mobilité sociale comme horizon ultime ?

Camille Peugny formule certes à l'occasion des revendications qu'il peut être juste et nécessaire de défendre ici et maintenant (des moyens pour le primaire, l'extension du RSA aux 18-25 ans sans conditions, etc.), mais son livre demeure hanté de bout en bout par l'idéal méritocratique, dont on sait qu'il constitue pourtant la pierre angulaire de l'idéologie bourgeoise, noyant les rapports d'exploitation, de domination et d'oppression dans le rêve d'une société régie par le principe « à chacun selon son mérite ». La critique est ainsi portée essentiellement à l'aune de cet « idéal », dont la réalisation semble constituer l'horizon unique de la « démocratie » à laquelle C. Peugny aspire.

La citation de Léon Blum placée en exergue du livre ne laisse d'ailleurs aucun doute à ce sujet : « *Soit, il faut des hommes pour toutes les tâches, et il serait absurde que chacun prétendît à diriger les autres. Mais où trouvons-nous l'assurance que le fils de possédant en fût plus digne que le fils du prolétaire ? Quand donc a-t-on mesuré contradictoirement leurs aptitudes, c'est-à-dire leur intelligence et leur culture ? L'un est plus instruit que l'autre ?*

⁸ Voir C. Wright Mills, *L'Élite au pouvoir*, trad. d'A. Chassaigneux, Marseille, Agone, 2012 (Maspero, 1969).

(p. 7). On ne saurait mieux dire l'adhésion à une conception faisant de la mesure « contradictoire » des « aptitudes » le *nec plus ultra* de la justice sociale.

C'est cette incapacité à contester l'horizon d'une société inégalitaire et hiérarchique qui rend ce livre si inoffensif, si aisément assimilable par une idéologie républicaine qui en a vu d'autres, depuis la critique autrement radicale dont elle fut l'objet dans les années 1960, et qui trouve sans cesse de nouveaux habits pour mieux dissimuler sa misère. Derrière l'apparente radicalité de l'objectif visé, C. Peugny aborde en effet la question des classes d'une manière parfaitement acceptable dans un cadre capitaliste, à savoir sous l'angle de la « fluidité sociale », autrement dit de la mobilité des individus d'une classe à une autre, sans poser ni la question des structures de pouvoir ni celle de la division capitaliste du travail.

À quoi bon espérer « *mieux rebattre les cartes entre les générations* » (p. 104) si cela se paie de l'abandon de toute perspective de rupture avec une société fondée sur la monopolisation des richesses et du pouvoir par quelques-uns, la lutte de chacun contre tous et la marchandisation généralisée ? À l'heure où le capitalisme entraîne les sociétés dans une authentique crise de civilisation et enchaîne les peuples dans des mécanismes de pouvoir qui leur ôtent les maigres marges de manœuvre qu'ils étaient parvenus à conquérir, la critique se doit, pour mériter ce nom, d'assumer la pleine radicalité d'un positionnement irréconciliable avec les postulats idéologiques de la société capitaliste.